

6.

Agriculteur-riche-s et populisme d'extrême droite: de faux amis

Par Hélène Seynaeve,
journaliste

Si le populisme d'extrême droite n'est pas un phénomène propre aux milieux ruraux, il y séduit particulièrement en se positionnant comme porte-parole des agriculteur-riche-s mécontent-e-s. Pourtant, les solutions que l'extrême droite propose restent dans la continuité des politiques néolibérales, alors même que des alternatives prometteuses pourraient émerger de ces mêmes milieux.

En Europe comme ailleurs, le populisme d'extrême droite s'impose progressivement comme une force électorale. Les partis populistes de droite se trouvent ainsi dans près d'un tiers des gouvernements européens et séduisent près de 25 % des électeur-riche-s du Vieux Continent.

Or, des études suggèrent que les zones rurales, suburbaines et périphériques seraient un terreau fertile pour ces mouvements. En France, par exemple, Marine Le Pen a récolté le soutien d'une proportion importante de fermiers lors de l'élection présidentielle de 2017 en soutenant notamment les produits *Made in France*.

En Suède, les Démocrates Suédois (Sverigedemokraterna), parti d'extrême droite aux racines néo-nazies, ont gagné en popularité dans les villages grâce à leurs positions anti-UE. En Pologne, le parti conservateur Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość) a lui séduit les campagnes avec sa vision stricte du nationalisme et du catholicisme.

En effet, les populistes de droite se présentent comme les porte-paroles des agriculteur-riche-s mécontent-e-s et des travailleur-euse-s de la campagne. Pour conquérir les cœurs, ils exploitent un sentiment général de déclassement social et alimentent le ressentiment des campagnes envers les élites urbaines et politiques, les minorités ethniques et les migrants. Leur succès ne serait pas tant lié aux crises économiques et culturelles qui ont touché l'Europe cette dernière décennie, qu'à la crise systémique du capitalisme néolibéral mondialisé. Pourtant, sous couvert d'une rhétorique anti-système, les mouvements d'extrême droite ne proposent finalement que la continuité de politiques néolibérales, les habillant sim-

plement d'un discours nationaliste et nativiste.

S'il faut reconnaître les liens entre les agriculteur-riche-s et les mouvements conservateurs¹, la politique de droite ne doit pas nécessairement leur être associée. Au contraire, les milieux agraires ont le potentiel d'être les moteurs d'alternatives progressistes, notamment sous la forme de mouvements pour la souveraineté alimentaire qui mettent en avant des solidarités entre acteur-riche-s marginalisé-e-s par le néolibéralisme et qui soient émancipatoires, inclusifs et internationalistes.

Le populisme d'extrême droite dans sa version contemporaine est définie par Borras (2019) comme « un type de populisme régressif, conservateur ou réactionnaire qui promeut ou défend le capitalisme au nom du 'peuple' ; dans sa manifestation actuelle, il est également xénophobe, nationaliste, raciste et/ou misogyne. »

1 Les premiers soutiens de masse à Hitler et Mussolini ont été dans les campagnes

LES STRATÉGIES DE SÉDUCTION DE L'EXTRÊME DROITE

Malgré l'idée selon laquelle le monde s'urbanise de plus en plus, 3 milliards de personnes résident encore dans des zones rurales. En Europe, la population rurale représentait 28 % de l'électorat aux dernières élections européennes. Les tendances politiques du monde rural sont donc charnières

pour les mouvements politiques, y compris dans des sociétés largement urbanisées. Aux États-Unis, les votes des petites villes de campagne ont ainsi été décisifs pour l'élection de Donald Trump en 2016.

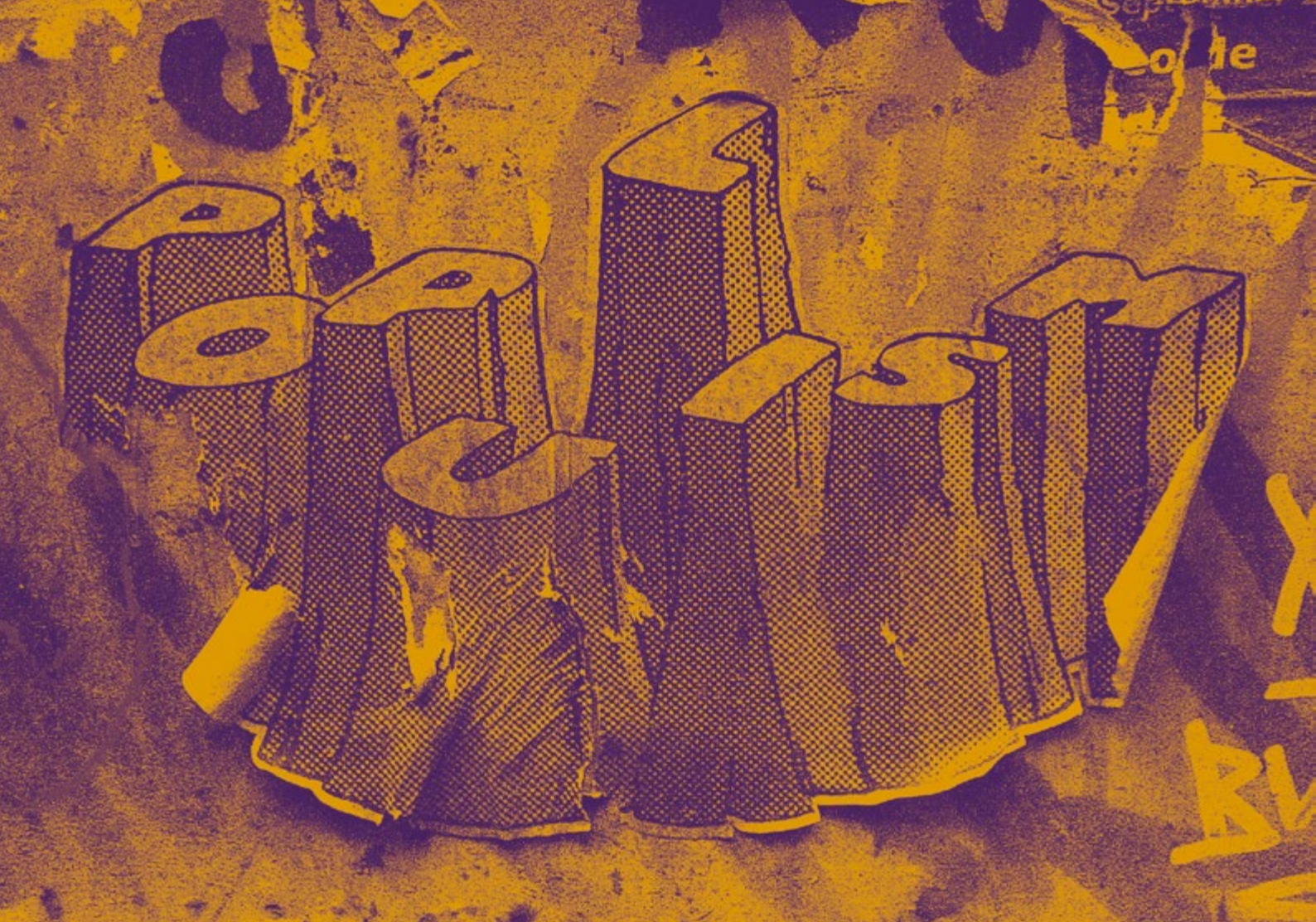
Le soutien du monde rural peut donc être un facteur déterminant dans la course au pouvoir – et les mouvements d'extrême droite le savent.

En Europe, ils ont progressivement adopté une rhétorique proche de celle des mouvements agraires. Ils ont par ailleurs exprimé leur soutien aux fermes de petite taille, à la relocalisation du système agro-alimentaire et au développement durable. À cet égard, ils sont parfois difficiles à distinguer de groupes écologistes.



"Populisme" by Federico Boy Dominguez

Source : *The Emancipatory Rural Politics Initiative (ERPI)*



Populisme

Source : Dr Case / Flickr

Bien qu'opposés idéologiquement, tous deux agrègent différents groupes d'intérêts dans une seule voix homogène du « peuple » contre un « autre » construit.

En Suède, par exemple, Alarcón Ferrari (2020) montre que le parti d'extrême droite a obtenu le soutien de la population rurale, non pas sur ses positions anti-migrants, mais sur la question de la provision alimentaire et sur la défense du droit à l'accès à l'eau et aux terres. Il s'agit là d'objec-

tifs classiques de mouvements agraires mais qui dans les mains du parti d'extrême droite sont subtilement reformulés dans des termes nationalistes, qui excluent notamment les migrants, là où des mouvements progressistes visent plutôt à inclure ces derniers dans l'économie rurale.

LE RÉSULTAT DE LA CRISE DU MODÈLE NÉOLIBÉRAL

L'attrait des agriculteur-riche-s pour les rhétoriques d'extrême droite est traditionnellement attribuée aux crises économiques et culturelles qui ont touché l'Europe ces dix dernières années. Inégalités, sentiment de déclassement social et perte d'identité auraient alimenté des ressentiments et fait pencher la balance en faveur de mouvements conservateurs.

Mamonova et Franquesa (2020) remettent en question cette analyse et suggèrent que la montée du populisme d'extrême droite en Europe serait plutôt le résultat d'une crise fondamentale du modèle néolibéral capitaliste et mondialisé. Originellement perçu comme une solution « de marché » (et donc neutre) aux défis socio-économiques, le néolibéralisme a finalement creusé les inégalités, transformé la nature en marchandise, érodé les liens sociaux et limité le pouvoir des démocraties, créant une opportunité pour les populistes d'extrême droite [sur le capitalisme dévoyé voir article n°2].

D'une part, ils trouvent que la montée du populisme d'extrême droite a une relation directe avec l'appauvrissement, la polarisation sociale et l'appauvrissement de l'État-providence causés par des politiques néolibérales. Les mesures d'austérité en réponse aux crises de 2008-2009 et de 2012 ont ainsi compressé la

classe moyenne et populaire, et le retrait de l'État dans la gestion des espaces publics a provoqué un déclin dans les investissements en zone rurale, alimentant le sentiment d'être « laissés pour compte ». En parallèle, le capitalisme néolibéral a accéléré le processus de désindustrialisation et de désagrarisation², entraînant une hausse du chômage et favorisant la concentration des terres agricoles dans les mains des grandes entreprises agroalimentaires au détriment des petits agriculteur-riche-s. Ainsi, dans les dix dernières années plus de 100 000 fermes ont disparu en Allemagne, 300 000 en Bulgarie, 600 000 en Pologne et 900 000 en Roumanie, et le nombre total des employés à plein temps dans une ferme a baissé de plus d'un tiers, soit 5 millions d'emplois en moins en Europe. Or l'extrême droite fait de ces échecs son cheval de bataille, en se positionnant comme porte-parole des agriculteur-riche-s.

D'autre part, la crise du modèle néolibéral a coïncidé avec la crise des démocraties représentatives. La politique de « consensus du centre », visant à mettre en avant des mouvements « modérés » au détriment de positions plus radicales, est une manière de suggérer qu'il n'existe pas d'alternative à une globalisation néolibérale. Les citoyen-ne-s

2 Selon Géoconfluences, la désagrarisation est « la diminution de la part du secteur agricole dans l'espace rural, en poids dans le PIB et en part des actifs »

ont alors perçu la politique comme technocrate, opaque et distante de leurs intérêts, considérant que les gouvernements œuvraient plus pour le bien des marchés que pour le leur. Les populistes se sont alors positionnés comme « la voix du peuple ». Ils se sont tournés vers l'électorat rural, charnière pour accéder au pouvoir, comme en témoigne la récente « ruralisation » du Front national en France ou encore le slogan « *défendez nos agriculteur-riche-s !* » du parti populiste néerlandais Forum voor Democratie.

Mamonova et Franquesa trouvent enfin que l'extrême droite et le néolibéralisme se ressembleraient plus qu'il n'y paraîtrait. Si les populistes d'extrême droite se présentent en opposants, ils viseraient plutôt à reconfigurer l'hégémonie du modèle néolibéral. Pour raviver ce modèle à bout de souffle, ils l'habillent d'un revêtement nationaliste. « Forts » de leur rhétorique xénophobe, ils accusent les « autres » – principalement les migrants et les minorités ethniques – de « nous » priver d'opportunités économiques, d'emploi et d'accès aux services publics. Pourtant, aussi antilibéral qu'il soit sur le plan sociétal, le populisme d'extrême droite reste très libéral dans ses politiques économiques. Pour reprendre les deux chercheur.euse.s, « *les populistes deviennent les protecteurs d'une identité nationale à laquelle les masses peuvent s'identifier, tout en négociant simultanément de meilleures condi-*

tions mondiales pour l'élite. Ils vendent ce que Bayart appelle le "libéralisme pour les riches et le nationalisme pour les pauvres". »

LES MENACES D'UN POPULISME D'EXTRÊME DROITE QUI AVANCE CACHÉ

Mais l'habit ne fait pas le moine, et un discours réactionnaire ne fait pas du populiste d'extrême droite un révolutionnaire. Au contraire, en pointant du doigt un coupable fictif (les minorités), il détourne le débat et empêche une analyse des conséquences du système capitaliste néolibéral, qu'il est finalement plutôt satisfait de perpétuer.

Cette mécanique est particulièrement visible lorsque ce type de mouvement accède au gouvernement. En Italie, par exemple, le parti d'extrême droite de Matteo Salvini, La Lega, n'a fait que poursuivre les politiques néolibérales une fois arrivé au pouvoir. En effet, le système agroalimentaire néolibéral avait facilité l'accaparement des ressources par les « 1 % » les plus aisés, à travers la « supermarchisation », ou le développement de vastes réseaux de distribution alimentaire, et la défamiliarisation du secteur agricole italien. Ceci a conduit à un taux rapide de différenciation socio-économique parmi les agriculteur·rice·s et a favorisé le recours à la main-d'œuvre étrangère, généralement constituée de travailleurs agricoles migrants saisonniers endurant des conditions de travail et de vie inacceptables.

Or, en dépit de ses promesses faites à coups de discours passionnés, une fois La Lega au gouvernement, elle a maintenu les mêmes politiques en les maquillant d'un discours nativiste. Le parti de Salvini a ainsi clamé haut et fort son soutien aux produits *Made in Italy*. Pourtant, si l'idée de ce label était de promouvoir la biodiversité locale, la qualité, les liens avec le territoire et la paysannerie, il profite surtout aux multinationales et aux chaînes de supermarchés. Iocco, Lo Cascio et Perrotta (2020) démontrent que seules les grandes entreprises agroalimentaires sont en mesure d'obtenir des certificats prouvant la production « éthique et équitable » des aliments *Made in Italy*, tandis que les petits agriculteur·rice·s n'ont pas de ressources financières suffisantes et sont donc de facto exclus du projet. Comme l'illustre ce cas, les partis populistes d'extrême droite cherchent d'abord à tirer leur épingle du jeu néolibéral avant de s'attaquer à des problèmes concrets.

Au-delà d'occulter les mécanismes nocifs du modèle capitaliste sur le droit à l'alimentation, les populistes d'extrême droite menacent aussi plus directement la défense de la souveraineté alimentaire. Malgré le caractère problématique des modèles de financements via des grandes ONG internationales³, celles-ci con-

3 Fonds qui dépendent des gouvernements, en mesure dès lors d'imposer leur agenda, qui ont érodé le caractère radical de certains mouvements, et qui mettent l'accent sur des change-

tribuent significativement à financer les mouvements sociaux, y compris les mouvements pour la souveraineté alimentaire. Or, la montée de l'extrême droite dans les pays de l'OCDE rend ce système vulnérable au niveau politique. Une fois au pouvoir, les populistes d'extrême droite appellent soit à se débarrasser de ces fonds, soit à les rediriger vers les intérêts nationalistes d'entreprises nationales, au détriment de mouvements tels que la Via Campesina.

SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE : UNE RÉPONSE AU POPULISME D'EXTRÊME DROITE ?

Comment, dès lors, endiguer la montée des populistes d'extrême droite là où les efforts de communication timides des « politiciens du centre » ou la mise en avant de luttes sectorielles peu fédératrices ont échoué ? Pour Borrás (2019), le mouvement populiste agraire sous forme de mouvement pour la souveraineté alimentaire pourrait offrir une alternative prometteuse. En effet, il pourrait devenir une force sociale puissante pour sa capacité à développer des solidarités « par le bas », ou populaires, et à forger des alliances avec des secteurs urbains tels que les travailleur·euse·s, les communautés appauvries, les groupes de migrant·e·s, et les consommateur·rice·s tout en tenant compte des divisions entre les sexes, les races et

ments locaux, identifiés et quantifiables plutôt que d'appeler à des changements globaux.

les générations [sur le mouvement pour la souveraineté alimentaire, voir article n°8].

Calvario, Desmarais et Azkarra-ga s'intéressent à la *success story* d'EHNE-Bizkaia, un syndicat de petits agriculteur-riche-s membre de la Via Campesina au Pays Basque. Né de la lutte paysanne pour garantir leurs moyens de subsistance, la notion de souveraineté alimentaire d'EHNE-Bizkaia est aujourd'hui mobilisée par une pluralité d'acteur-riche-s sociaux-basques. Depuis 1976, le syndicat a rassemblé les luttes paysannes à travers une approche multi-classes, intersectionnelle et internationale, en dépassant les clivages Nord/Sud, en forgeant des alliances rurales/urbaines et en rejetant toute notion de souveraineté exclusive. Une de leur action phare est la création du réseau *Nekasarea*, qui lie agriculteur-riche-s et consommateur-riche-s urbain-e-s, assurant un revenu suffisant aux uns et accès à l'alimentation aux autres. Si les conditions économiques favorables, le niveau d'immigration bas et la lutte basque pour l'autodétermination ont favorisé le succès d'EHNE-Bizkaia, l'histoire du syndicat permet d'envisager les solutions de demain.

Mais pour rêver à demain, des défis restent à surmonter. Hajdu et Mamonova (2020), dans leur analyse de l'association des paysan-ne-s Eco Rurales en Roumanie, appellent à se méfier de notions abstraites et à favoriser plutôt les pratiques concrètes

et durables qui peuvent régénérer un sentiment d'appartenance dans les campagnes. Mamonova et Franquesa (2020) soulignent eux que les initiatives de souveraineté alimentaire d'Europe rurale demeurent à petite échelle et cantonnées au sein des frontières. Or, si « *la cause du populisme de droite est l'échec du capitalisme néolibéral mondialisé, par conséquent, la résistance et les alternatives ne peuvent pas se limiter à des changements cosmétiques et rester à l'intérieur des frontières d'un seul pays. Afin de transformer le système, le mouvement agraire doit être organisé au niveau de l'Europe dans son ensemble.* »



BIBLIOGRAPHIE

- Alarcón Ferrari, C. (2020). Contemporary land questions in Sweden, far-right populist strategies and challenges for inclusionary rural development. *Sociologia Ruralis*, 60(4), 833-856.
- Borrás, S.M. (2019) Agrarian social movements: The absurdly difficult but not impossible agenda of defeating right-wing populism and exploring a socialist future. *Journal of Agrarian Change*.
- Calvário, R., Desmarais, A. A., & Azkarraga, J. (2020). Solidarities from below in the making of emancipatory rural politics : Insights from food sovereignty struggles in the basque country. *Sociologia Ruralis*, 60(4), 857-879.
- Hajdu, A., & Mamonova, N. (2020). Prospects of agrarian populism and food sovereignty movement in post-socialist romania. *Sociologia Ruralis*, 60(4), 880-904.
- Iocco, G., Lo Cascio, M., & Perrotta, D. C. (2020). 'Close the ports to african migrants and asian rice! ': The politics of agriculture and migration and the rise of a 'new' right-wing populism in italy. *Sociologia Ruralis*, 60(4), 732-753.
- Mamonova, N., & Franquesa, J. (2020). Right-wing populism in rural Europe. Introduction to the special issue. *Sociologia Ruralis*, 60(4), 702-709.
- Mamonova, N., & Franquesa, J. (2020). Populism, neoliberalism and agrarian movements in Europe. Understanding rural support for right-wing politics and looking for progressive solutions. *Sociologia Ruralis*, 60(4), 710-731.
- Scoones, I., Edelman, M., Borrás, S. M., Hall, R., Wolford, W., & White, B. (2018). Emancipatory rural politics : Confronting authoritarian populism. *The Journal of Peasant Studies*, 45(1), 1-20.